

Pour télécharger le livre entier, veuillez cliquer sur le lien suivant:

ÉRIC ZEMMOUR

La France n'a pas dit son dernier mot

Rubempré

En couverture : Photo de l’auteur : © Joël Saget - AFP / © Adobe Stock

ISBN : 978-2-9579305-1-7

Ce document numérique a été réalisé par Nord Compo.

Table des matières

J’ai péché, je le confesse.

Péché d’orgueil, péché de vanité, péché d’arrogance.

Je me suis vu Rastignac : « À nous deux Paris. »

Je me suis vu César : « Je suis venu, j’ai vu, j’ai vaincu. »

Le tohu-bohu médiatique, les irritations politiques, et les tirages astronomiques m’ont tourné la tête. Avec mon ouvrage *Le Suicide français*, j’avais atteint mon objectif que je ne cessais de proclamer sur tous les plateaux télévisés : « déconstruire les déconstructeurs ». J’avais mis au bout d’une pique télévisuelle les têtes des Cohn-Bendit, Attali, et consorts, pour la plus grande joie de mon public de sans-culottes, qui criaient : « Ah ça ira, ça ira. »

J’avais mis au jour la mécanique de l’idéologie progressiste qui avait conduit notre pays à l’abîme, ce triptyque né dans la foulée de Mai-68, élaboré dans les années 1970, et installé en majesté dans les années 1980 : « déconstruction, dérision, destruction ».

Mes lecteurs ne regardaient plus de la même façon un film, un match de football, une émission de Canal+, n’écoutaient plus aussi ingénument une chanson, ou un débat politique. Ils me le disaient, me le répétaient, et c’était doux à mes oreilles. J’avais découvert ensuite les brillants ouvrages de l’Américain Samuel Huntington, son célèbre *Choc des civilisations*, et le moins connu mais encore plus brillant *Qui sommes-nous ?* Une longue tirade concernant notre pays m’avait frappé par son désespoir qui avait précédé le mien :

> La France, tout particulièrement, a connu un effondrement civilisationnel éclair dont personne, pas même Braudel, mort en 1985, ne semble avoir compris la portée dramatique. Cette nation qui a été pendant mille ans le fer de lance intellectuel de la civilisation occidentale bascule à la charnière des années 1970-1980. En moins de deux générations, on assiste à une explosion de l’illettrisme, de la criminalité de droit commun, de la corruption politique, et à un remaniement à grande échelle de sa population qui la destituent comme nation historique d’Europe occidentale. Les Français, paradoxalement, refusent de considérer objectivement leur situation et semblent vouloir s’installer dans le déni jusqu’à ce que la mort s’ensuive. L’avenir se fera manifestement sans eux.

Je me disais vaniteusement que j’avais tiré le pays de son déni. Ce bon vieux Gramsci n’était pas mon cousin. Ivre de moi-même, j’étais convaincu d’avoir gagné à moi tout seul la bataille des idées.

J’avais seulement oublié que je n’avais pas gagné la guerre.

J’avais oublié que le propre de l’idéologie est de se radicaliser au rythme où le réel la désavoue.

J’avais oublié les leçons de Taine qui décrit avec une élégante méticulosité dans son fameux *Les Origines de la France contemporaine* la lente mais inexorable montée aux extrêmes des jacobins, portée par un mélange détonant d’avidité et de culte très français du verbe et de l’abstraction.

Nous vivions une nouvelle épopée révolutionnaire. J’avais dans *Le Suicide français* raconté et analysé son moment 1789 ; je vivais et endurais son moment 1793.

Je devais me remettre au travail. La tâche n’était pas simple. Celui qui a dit que l’abondance de biens ne nuit pas s’est trompé.

Pas un jour sans sa provocation, sans sa déconstruction, sans sa dérision, sans sa destruction.

Pas un jour sans que la police ne soit accusée de « violences policières », de « racisme systémique », de « contrôles au faciès ». Pas un jour sans qu’une thèse ne soit publiée dans nos universités sur la « théorie du genre dans le Limousin du XVIIe siècle ». Pas un jour sans qu’un émule du patron du CNRS Antoine Petit ne répète le nouvel horizon indépassable de l’intelligence française : « La “race” devient la nouvelle grille de lecture du monde sur laquelle s’intègre la grille du genre, et qui s’articule à la hiérarchie homme/femme[1]. »

Pas un jour sans que Walt Disney ne retire de son offre « Enfants », sur sa plateforme de films à la demande, des dessins animés hautement racistes comme *Les Aristochats* ou *Le Livre de la jungle* ; pas un jour sans qu'*Autant en emporte le vent* ne soit cloué au pilori pour avoir alimenté les préjugés racistes et sexistes ; sans que *Les Femmes savantes* de Molière ne soit transformée en pièce féministe ; sans que le grec et le latin ne soient accusés de véhiculer le suprémacisme blanc ; sans que la blancheur de la statuaire antique ne soit soupçonnée de nourrir « le privilège blanc » ; sans qu'un rappeur n'insulte la France ou n'invite à tuer la police ; pas un jour sans statue de Colbert, de Gaulle, Churchill, Napoléon, Joséphine, Lincoln, etc. couverte d'injures vengeresses ou déboulonnée. Pas un jour sans que la cérémonie des César ne soit transformée en happening d'art contemporain avec femmes nues et peintes.

Pas un jour sans une émission de télévision du service public qui ne décrive par le menu les « crimes de la colonisation française » ; pas un journal télévisé (privé et public confondus) qui ne décortique les ravages des « discriminations » ou ne rende hommage à ces immigrés qui sont une « richesse pour la France ».

Pas un jour sans qu'Assa Traoré n'étale sa tignasse de jais et ses escarpins Louboutin à la une de la grande presse française et internationale, et ne vante la douceur de vivre de son enfance dans une famille polygame (quatre femmes et dix-sept enfants dont un grand nombre de repris de justice). Qui a dit que la polygamie était interdite en France ? Pas un jour sans qu'entre en France un des 270 000 étrangers par an. Pas un jour sans que demeurent sur notre territoire les déboutés du droit d'asile (80 % des 170 000 demandes) et les innombrables clandestins. Pas un jour sans qu'un « mineur isolé » qui n'est le plus souvent ni mineur ni isolé, et qui vient par exemple du Maroc ou d'Afghanistan, ne commette un larcin, une agression sexuelle, un trafic de drogue, voire un crime. Pas un jour sans qu'une nouvelle boucherie hallal ne s'ouvre dans un de ces innombrables « territoires perdus de la République ». Pas un jour sans qu'un politique, ou un journaliste, ou un chanteur, ou une actrice ne s'émeuve de la souffrance dans les « quartiers populaires », dénommés ainsi par la novlangue officielle depuis que les classes populaires françaises en ont été chassées et remplacées. Pas un jour sans qu'un « porc » ne soit balancé à la vindicte générale : peu importe la réalité des faits, la présomption d'innocence, l'important est qu'il soit un mâle blanc hétérosexuel ; s'il est célèbre, c'est encore mieux, car la dénonciatrice connaît son quart d'heure de gloire wharolien. Pas un jour sans son film mettant à l'honneur un couple de lesbiennes, sans sa publicité et son union mixte, où l'homme est toujours noir, sans sa série où deux hommes s'embrassent fougueusement, sans oublier l'inévitable transgenre dont on exalte le difficile « parcours de transition ». Pas un jour sans sa lutte contre la « précarité menstruelle ».

Pas un jour sans qu'un maire écologiste de grande métropole, Bordeaux, Lyon, Grenoble, Strasbourg, ne vilipende les sapins de Noël, le Tour de France – peu importe le sujet, l'objectif est de viser une tradition française quelle qu'elle soit –, ou ne subventionne une mosquée. Pas un jour sans vol, viol, agression dans la rue ou dans le métro. Pas un jour sans ses innombrables « agressions gratuites ». Pas un jour sans son crime. Pas un jour sans son commissariat attaqué, son école brûlée, ses policiers assaillis, ciblés par des tirs de mortier, ses pompiers caillassés, ses médecins menacés, ses professeurs insultés, ses jeunes Françaises violées, ses adolescents blessés, ses trafiquants de drogue arrêtés et relâchés, ses passagers de RER molestés, détroussés, ses collégiens traités de « sales Français », son vieil homme cambriolé, sa vieille femme brutalisée et assassinée.

Ce n'est pas seulement Paris, pas seulement les banlieues, pas seulement « les quartiers perdus de la République », pas seulement « les zones de non-droit », pas seulement les métropoles, pas seulement le Sud, pas seulement le Nord, qui sont touchés. C'est toute la France. Longtemps, la Bretagne et l'ensemble de la façade atlantique du pays avaient été épargnés : depuis quelques années, alors que leurs maires socialistes ont accueilli de nombreux migrants, Rennes et Nantes ont acquis une réputation de coupe-gorge, où se multiplient vols, viols, agressions. Des villes comme Grenoble sont comparées par leurs habitants à Chicago pour le crime, Alger ou Dakar ou autre pour la population.

Même les écoles des quartiers bourgeois sont assaillies par des élèves, pour la plupart maghrébins et africains, de plus en plus nombreux, et de plus en plus rebelles à l'enseignement, et violents, aggravant encore l'effondrement du niveau de l'enseignement public dans notre pays. Tous les parents, même les plus progressistes, découvrent avec stupeur dans les programmes scolaires de leur enfant les élucubrations « genrées » ou « racisées ». Aucune petite bourgade, aucun petit village de France n'est plus à l'abri d'une équipée sauvage de bandes de Tchétchènes, ou de Kosovars, ou de Maghrébins ou d'Africains qui volent, violent, pillent, torturent, tuent. Les « attentats terroristes » contre Samuel Paty ou les fidèles de la basilique de Nice ne sont que la partie émergée d'un iceberg qui a percuté tout un pays et le plonge dans une angoisse existentielle. La thèse du grand historien arabe du XIVe siècle, Ibn Khaldoun, qui synthétise l'histoire des hommes, la vie et le destin des Empires autour de l'affrontement entre sédentaires riches et pacifiques et nomades faméliques et violents (les fameux « Bédouins » dont il dit qu'ils ont « une réserve considérable de violence en désir de la civilisation perdue ») qui viennent piller et

saccager le cœur des cités prospères édifiées par « les sédentaires qui payent l'impôt », trouve dans notre situation une résonance fascinante.

On va me rétorquer : quel rapport entre tous ces faits ? pourquoi mélanger les carottes et les navets d'une soupe du monde qui évolue, d'une France qui « change » ? Le lien est naturel. Il est dans les mots et dans les faits. Les alliances sont nouées. Les mots ont un sens, ils nous sont imposés à longueur de journée, à longueur d'onde. L'individualisme, né il y a quatre siècles, aux confins de la Renaissance italienne et du protestantisme germanique, arrive au bout de sa course échevelée : il a transformé nos vieilles nations en société d'individus craintifs et capricieux, qui exigent de l'État la reconnaissance de leur sensibilité et de leurs ressentis fragiles. De l'autre côté, la civilisation islamique a pris pied sur le sol européen, avec des diasporas de plus en plus fournies, qui imposent leurs mœurs, leurs lois, leurs imaginaires, leurs patronymes, dans une logique colonisatrice. Ces deux mouvements historiques incarnent deux visions du monde aux antipodes, l'émancipation de toutes les règles pour les uns, la soumission à un Dieu vengeur pour les autres. Un jour prochain, ils s'entrechoqueront violemment, et on peut supposer que le règne de la Soumission écrasera brutalement celui de la Libération. En attendant, ils sont alliés contre le même ennemi : le peuple français, ses mœurs, son histoire, son État, sa civilité, sa civilisation. C'est le Pacte germano-soviétique.

La propagande d'État n'a plus besoin de l'État pour être puissante. « Faites-leur manger le mot, vous leur ferez avaler la chose », avait dit Lénine. Ses émules ont retenu la leçon. Il faut bien les connaître pour mieux les combattre. C'est le décalogue de notre nouvelle religion :

1) La race n'existe pas, mais les racistes existent.
2) Seuls les Blancs sont racistes.
3) L'identité – qu'elle soit ethnique ou sexuelle – ne doit pas être figée.
4) L'école a pour seule mission de lutter contre les inégalités.
5) La virilité est toxique.
6) L'islam est une religion d'amour.
7) Le capitalisme et le patriarcat tyrannisent les femmes comme ils détruisent la planète.
8) Il n'y a pas de culture française, il y a des cultures en France.
9) L'immigration est une chance pour la France.
10) La France ne peut rien sans l'Europe.

On pourrait poursuivre sans fin. Ces calembredaines sont les idoles de notre temps. Elles font office de religion séculière, et nombreux sont ses prêtres médiatiques (et judiciaires) qui sermonnent en chaire et excommunient à l'occasion les incroyants.

Leur argumentaire remonte à loin. Ils ont très habilement retourné à leur profit les vieilles critiques de la démocratie tout en se parant des plumes du paon progressiste. Au XIXe siècle, Tocqueville avait analysé les risques de tyrannie de la majorité qu'entraînaient les nouveaux mécanismes démocratiques. Son analyse annonçait et anticipait les totalitarismes de masses, fascisme, nazisme, communisme, qui allaient s'épanouir au XXe siècle. Il proposait de limiter le pouvoir par trois moyens : la décentralisation, la justice, et les associations. C'est l'exact remède que tous les pays occidentaux ont appliqué après la guerre. Au nom de cette analyse tocquevillienne, on a forgé des mécanismes juridiques qui corsètent le pouvoir de la majorité : le fameux « état de droit ». Et ces mécanismes juridiques ont été exploités par des associations, représentantes de minorités, qu'elles soient sexuelles, ethniques, mais aussi économiques, financières, ou bureaucratiques, pour imposer leur loi à une majorité rendue impuissante.

Cet aristocrate lettré et cultivé, raffiné et conservateur qu'était Tocqueville a subi la pire infamie qui soit, détourné et retourné, subverti par une idéologie totalitaire qui a utilisé ses diagnostics et ses recettes pour détruire la société qu'il voulait préserver. Comme on disait jadis dans les rangs trotskistes : bien creusé, la taupe !

Mais voilà, cette idéologie a été diagnostiquée, dénoncée. On a déconstruit les déconstructeurs. Les oligarchies ont été identifiées, repérées, accusées. Les peuples se sont révoltés. Le Brexit et la victoire de Trump montrent que c'est du cœur même du réacteur politiquement correct de l'Occident, les États-Unis et la Grande-Bretagne, qu'est venue la révolte. Comme dit avec finesse le hongrois Orban, « il faut être libéral du XIXe siècle, pas libéral du XXIe siècle ».

Mises en danger, les élites ont alors compris que leur survie passerait par la radicalisation idéologique et l'accélération du processus de destruction : peuple, famille, jusqu'à l'existence des sexes. Elles ont accentué la dissolution des nations. Elles ont démultiplié les accords de libre-échange qui favorisent les grands groupes et la finance au détriment des producteurs locaux et épuisent la planète.

Elles n'ont pas hésité, au nom de la liberté individuelle, à favoriser encore et encore l'islamisation des pays occidentaux et en particulier de la France. Au nom de l'égalité homme-femme, elles ont fait de l'homosexualité et de l'indécision des genres le nouveau modèle à suivre. Les médias, les milieux culturels, universitaires, judiciaires, ont emboîté le pas et se sont mis au service de cette révolution oligarchique.

Le politiquement correct a révélé et assumé sans fard son caractère totalitaire et liberticide pour qu'il n'y ait plus de retour en arrière. Pour que les peuples, et surtout le peuple français, ne puissent plus exister en tant qu'identité d'une nation. La France était la cible privilégiée car elle a forgé historiquement le concept d'État-nation, copié depuis dans le monde entier. Pour supprimer cette « merde d'État-nation », selon le mot du communiste italien Toni Negri, il fallait détruire l'unité de la nation, et affaiblir l'État, dans une relation dialectique qui ferait tomber comme un fruit mûr et l'État et la nation.

Quitte à sacrifier certains membres de ses propres élites qui ne correspondraient plus à la nouvelle rectitude fanatisée. Ainsi, de nombreuses personnalités dites de gauche – intellectuels, politiques – furent-elles épinglées, ostracisées, dénoncées, éradiquées. Elles n'étaient plus de gauche, elles étaient racistes, elles étaient sexistes, elles étaient populistes, elles étaient fascistes. La révolution dévore toujours ses enfants.

Je n'avais pas compris que le succès du *Suicide français* paverait leur triomphe. C'était une victoire à la Pyrrhus. Je me réjouissais d'une consécration sur le front médiatique, voire intellectuel, et je ne m'apercevais pas que mes troupes avaient été enfoncées. J'étais devenu ce « polémiste d'extrême droite multicondamné », dont on ne veut plus prononcer le nom, mais dont on agite le fantôme pour menacer les enfants qui ne veulent pas bien penser.

Un jour que je me félicitais auprès de mon fils du regain dans le débat public des thèses assimilationnistes, que j'avais portées bien longtemps en solitaire, celui-ci me rétorqua du tac au tac : « Le diagnostic, tu l'as fait depuis longtemps. Maintenant, il faut agir. »

Je restai sans voix. J'avais toujours prétendu que le bombardement d'artillerie idéologique précédait la charge de cavalerie politique ; qu'elle était en soi une courageuse plongée dans la mêlée politique. Une fois de plus, je m'étais payé de mots.

Mon gramscisme pour les nuls était pris à revers par le bon sens impatient de la nouvelle génération. Depuis des mois, voire des années, de nombreuses personnes, des amis et des inconnus, célèbres et anonymes, m'encourageaient à me jeter à corps perdu dans l'aventure présidentielle. Ils étaient parisiens ou provinciaux, jeunes ou moins jeunes, hommes ou femmes, militants politiques ou spectateurs. Ils étaient restaurateurs ou cadres, caissières ou médecins, ingénieurs ou éboueurs, hauts fonctionnaires ou universitaires ; ils argumentaient ou se contentaient d'un signe de la main ; ils avaient lu « tous mes livres », ou m'avaient regardé à la télévision ; ils pensaient comme moi ou je disais comme eux. Là aussi, mon succès éditorial avait été un déclic. Il y avait eu d'abord mes amis Philippe de Villiers et Patrick Buisson, dès les premiers mois de 2015, lors de nos fameux déjeuners au restaurant Le Dôme, à Montparnasse, que les médias avaient surnommés « les déjeuners de la droite hors les murs ». Depuis lors, l'amitié est restée, mais les opinions ont changé : Patrick dit partout le mal qu'il pense d'une candidature vouée, selon lui, à l'échec, me compare à Lamartine, grand poète écrasé par Louis-Napoléon Bonaparte, lors de l'élection présidentielle de 1848, et me supplie de rester dans « ma fonction tribunitienne » ; Philippe craint une aventure qui finirait mal. Pourtant, en 2019, encore, le même Patrick Buisson expliquait à la télévision qu'il s'apprêtait, avec « son ami Éric », à proposer une « plateforme pour la présidentielle ». À l'époque, c'était moi qui avais le pied sur le frein et lui sur l'accélérateur. Les temps changent. Il a depuis lors découvert que j'avais tort d'évoquer « une guerre de civilisation avec l'islam », et les vertus jusqu'alors insoupçonnées de la candidature de Marine Le Pen : « Elle est nulle, mais Reagan aussi était nul. Et Trump aussi », me lâcha-t-il un jour, en guise d'argument définitif.

Mais d'autres, proches et moins proches, publicitaires, politiques, écrivains, comblaient les trous laissés par les désertions, comme dans les cohortes de la Grande Armée. Dès 2015, un jeune journaliste fringant de *Valeurs actuelles*, Geoffroy Lejeune, publiait un récit de ma conquête élyséenne dans un livre intitulé *Une élection ordinaire*. Mais le soufflé médiatique retomba devant mon manque d'appétence. À la veille des européennes de 2019, Paul-Marie Coûteaux et Philippe Martel, deux amis de quarante ans qui s'étaient connus à l'ENA, en vinrent presque aux mains, Paul-Marie ne tolérant pas que Philippe ne m'encourage pas lui aussi à franchir le Rubicon électoral. Robert Ménard m'avait à la même époque écrit une lettre passionnée, une véritable lettre d'amour intellectuel pour me déclamer sa flamme politique et idéologique. Pendant deux ans, il persévéra pour me décider. Et puis, à la veille des régionales de 2021, il se répandit dans les médias pour dire tout le mal qu'il pensait de toute candidature qui pourrait diviser le camp national rassemblé autour de Marine Le Pen… cette même Marine qu'il avait vouée aux gémonies

pendant des années, traitée de « nulle » et de « médiocre ». Robert est ainsi, passionné et versatile, sanguin et impressionnable. Pour paraphraser François Ier, souvent Robert varie, bien fol est qui s'y fie.

D'autres politiques sont plus constants. Ils sont d'autant plus rares et précieux. À l'été 2020, Jacques Bompard m'avait lui aussi écrit une belle et émouvante missive dans laquelle il m'assurait, reprenant ainsi la célèbre formule giscardienne, que je n'étais « pas le meilleur, mais le seul ». Il quitta sa ville d'Orange pour venir me retrouver dans mon lieu de villégiature varois. Il me dit ses certitudes et ses espérances, je lui dis mes doutes et mes craintes. Quelques mois plus tôt, d'autres élus du Rassemblement national moins célèbres et moins capés, mais également en rupture de ban avec le parti de Marine Le Pen, m'avaient contacté avec le même objectif, le même enthousiasme communicatif, les mêmes convictions sur mes capacités politiques.

Dans la rue, on ne m'interpellait plus seulement pour me demander des « selfies », mais pour m'encourager à me « présenter », sans qu'il y ait besoin de précisions. Ils songeaient tous à l'échéance de 2017. Je m'étonnais, me récriais, me dénigrais. Je brocardais les flatteurs, refusais de jouer le rôle du corbeau de la fable. Ce n'était point fausse humilité, mais réelle surprise.

Dans mes rêves d'enfant, je n'avais jamais imaginé être chef de l'État. Je n'avais même pas songé m'engager dans un parti, ni poursuivre une carrière politique. J'aimais l'histoire, la politique, la littérature. Pour moi – et en cela j'étais très français –, les trois étaient intimement liés. Bonaparte et de Gaulle furent de grands lecteurs et de véritables écrivains ; et les plus grands auteurs français ont rarement refusé un engagement politique : Montaigne, Chateaubriand, Balzac, Hugo, Lamartine, Tocqueville, Barrès, Céline, Aragon, Camus, Sartre, Laurent, Malraux, Druon… Mais quand j'envisageais un glorieux destin, c'était l'écriture plus que le pouvoir qui emportait mon imagination d'enfant. Je vénérais Napoléon, mais je m'écriais à mon tour : « Être Chateaubriand ou rien. »

La politique m'apparaissait alors comme un monde de géants où j'étais trop petit, trop vulnérable, trop franc, pas assez retors et machiavélique. Mon enfance s'était déroulée sous le règne du général, mon adolescence, sous Pompidou et Giscard, mes premiers pas de journaliste politique sous Mitterrand, puis Chirac. Au pays des géants, les nains ne se prennent pas pour des rois. Non seulement le charisme de ces derniers, mais aussi la solidité du système politique interdisaient à un amateur de troubler leur guerre de titans. À l'époque, personne n'aurait eu l'idée de sonder mes intentions présidentielles. Je me faisais ces réflexions au fur et à mesure que ces incitations s'accumulaient.

L'hypothèse de mon entrée fracassante en politique n'était que le symptôme – un de plus – de la désagrégation du système politique français et de l'avilissement des institutions de la Ve République. Emmanuel Macron n'était-il pas d'ailleurs la preuve la plus éclatante de la décadence du régime ? Le secrétaire général adjoint de François Mitterrand ou celui de Jacques Chirac aurait-il pu – y aurait-il seulement songé ? – se lever contre son patron et empêcher le président de se représenter ?

Le monde de géants de ma jeunesse est devenu un monde de nains. Je notais, désolé, que les politiciens, loin de vouloir le bien, craignaient même de le rechercher.

Mes analyses nostalgiques et désenchantées ne convainquaient personne. D'autres avis venaient conforter mes doutes et appréhensions. Des amis, et même des inconnus, me mettaient en garde ; on parlait à l'homme, à l'ami, au mari, au père ; on craignait pour ma famille, mon équilibre, ma santé, ma vie même. On me montrait le monde politique sous l'aspect le plus vil. On me promettait mille coups bas, cent coups tordus. On me mettait en garde, on m'effrayait. D'autres proches – des journalistes surtout – m'assuraient avec un ton docte que Marine Le Pen était indéboulonnable ; qu'elle me confinerait dans une marginalité dont je ne parviendrais pas à m'arracher. Je plafonnerais à 3 % des voix. Tout ça pour ça, me murmurait-on en mettant la main sur l'épaule, fraternellement. Les « frères » ne s'arrêtaient pas en si bon chemin. Ils me mettaient en garde. Ma vie privée serait étalée à l'encan ; mes frasques, mes amours, mes enfants, mes amis, mes revenus aussi, « mon misérable petit tas de secrets », comme disait Malraux, seraient sortis de l'ombre protectrice ; « Ta famille n'y résistera pas », me dit-on ; « Tu auras un contrôle fiscal » ; « *Mediapart* est déjà sur ton dos, ils vont te trouver une fille qui t'accusera d'agression sexuelle, de viol ; c'est facile aujourd'hui. Il suffit qu'elle se déclare sous emprise. Et une femme sous emprise, qu'est-ce que c'est sinon ce qu'on appelait naguère une femme amoureuse ? »

Tous ces gens me prévenaient avec les meilleures intentions du monde. Je m'étonnais seulement de la dégradation des mœurs politiques que ces avertissements bien intentionnés signifiaient. On ne s'étonnait plus qu'une campagne présidentielle fût l'occasion d'un grand déballage de la vie privée des adversaires. Cela paraissait aller de soi. Ce qu'on considérait naguère avec horreur comme d'odieuses habitudes américaines était entré dans la culture française. Le retentissement de l'arrestation de Dominique Strauss-Kahn avait été un détonateur. On avait alors reproché aux journalistes français d'avoir caché le libertinage de l'ancien ministre des Finances. Ce qui était à leur honneur était devenu leur honte. J'avais suivi la campagne de François Mitterrand en 1988, et avais côtoyé cette consœur suédoise qui

était de notoriété publique la maîtresse du président, – elle était même la mère d'un enfant de lui – sans que jamais il me vînt à l'idée de l'évoquer dans un de mes articles. J'en suis plutôt fier, mais je n'ai aucun mérite : aucun de mes confrères d'alors n'y a même pensé. Le néo-puritanisme féministe aveugle désormais les meilleurs esprits, et fait passer l'ignominie pour une vertu. J'ai suivi en tant que journaliste la carrière d'innombrables politiques, dont certains sont devenus présidents : Chirac, Sarkozy, Hollande. Je fus dépositaire malgré moi de nombreux secrets, que je suis heureux de n'avoir jamais trahis. Je me verrais comme un triste sire. Il paraît que les jeunes journalistes, émules d'Edwy Plenel, se contemplent comme des chevaliers blancs épris de vérité, alors qu'ils sont les obscurs et médiocres agents d'un totalitarisme de la transparence.

La « mediapartisation des esprits » est le cancer de notre République agonisante.

Mon triomphe médiatique à CNews n'arrange pas mes affaires. Les audiences progressent de semaine en semaine et la fureur de mes détracteurs grandit au même rythme. Les esprits de mes admirateurs s'échauffent à l'unisson ; je passe des analyses aux commentaires, des commentaires aux solutions, des solutions aux préconisations, pour la plus grande joie de mes aficionados qui me projettent déjà à l'Élysée. Je suis devenu un connaisseur averti des chiffres d'audience, tandis que les journalistes de la presse de gauche, les pions du CSA, comme ceux des associations antiracistes – tous ces bien-pensants qui ont en commun de vivre de grasses subventions publiques – sont devenus des exégètes patentés de ma pensée. Chacun de mes propos est décortiqué, voire détourné, pour permettre à la dix-septième chambre du tribunal de Paris de mettre sa lourde patte sur moi. Dans les articles qui se suivent sur le même modèle, on dénonce pèle mêle la « Fox News à la française » et le « polémiste d'extrême droite, multicondamné et multirécidiviste ». Au sein de notre petite équipe de « Face à l'info », l'ambiance est euphorique. Nos succès nous portent et nous galvanisent. On plaisante, on commente, on argumente. La petite classe des garnements se dissipe, puis retrouve un sérieux de bons élèves. Une fois l'antenne rendue, vers vingt heures, on tarde à quitter le studio : on se congratule ou on se critique, on justifie ou on regrette ; on évoque des souvenirs ou on prolonge des analyses. J'approfondis un point d'histoire avec Marc Menant et Thomas Bauder, le directeur de l'information. Christine Kelly abandonne la baguette de maîtresse d'école qu'elle a tenue pendant l'émission avec une fermeté souriante pour un air d'écolière attentive qui a soif d'apprendre. Bon camarade rigolard, Menant théorise la fonction sacrificielle du *gregario* dans les équipes cyclistes ; il nous épate par ses connaissances médicales et nous amuse par son attitude de moine paillard, qui évite alcool et tabac, jusqu'au sucre, qu'il regarde avec effroi comme des péchés capitaux ; Riedmatten sort de sa froide réserve helvétique pour imiter Bourvil ; Pavlenko arbore le visage réjoui du petit écolier doué qui a sauté une classe et se retrouve au milieu des « vieux ». On croise dans les couloirs Pascal Praud, jamais en manque d'un bon mot emprunté à feu Thierry Roland, ou d'une mise en perspective politique tirée de son encyclopédique culture de cinéphile. Seul Serge Nedjar, le patron de la chaîne, ne partage pas notre puérile insouciance. Petite boule d'inquiétude, il surveille en régie le moindre de mes mots, le moindre de mes « dérapages », selon la terminologie de mes ennemis qu'ils ont réussi à imposer à tous, même à mes proches, de peur que le CSA y trouve le prétexte d'interdire mon émission, voire de fermer sa chaîne.

Les jours passent et les rencontres se multiplient, malgré les confinements à répétition. En septembre 2020, Xavier Bertrand m'invite à déjeuner. Nous sommes assis en terrasse, au restaurant La Méditerranée, en face du Théâtre de l'Odéon. Le temps est clément, la conversation sans tabous. Xavier Bertrand évoque sans fard sa prochaine candidature à la présidentielle : « Je sais bien que je n'ai pas le niveau. Mais plus personne ne l'a aujourd'hui. La présidentielle, ce n'est pas un examen, c'est un concours. C'est le niveau des autres qui compte. »

À la fin du repas, il me lance avec un clin d'œil complice : « Après 2022, que je gagne ou pas, il ne restera que deux candidats à droite : Marion et toi. »

Je lui propose de venir débattre avec moi, sur CNews ; il me le promet : ce n'est qu'une question de calendrier, avant ou après les régionales, mais il viendra se confronter… Il n'est toujours pas venu.

L'année 2021 devait être, selon la promesse de notre fringant président, celle du retour des « jours heureux » ; elle fut celle de l'enfermement et des couvre-feux. Pourtant, cela n'empêche pas une jeune journaliste de *L'Express* d'enquêter à mon propos. Je refuse de répondre à ses sollicitations. Je connais trop la règle de ces interrogatoires dont les réponses ne servent pas à modifier le point de vue hostile de l'article, mais à donner du crédit à la prétendue objectivité de la journaliste. Fin février 2021, la couverture de l'hebdomadaire fondé par Jean-Jacques Servan-Schreiber annonce ma « tentation présidentielle ».

Mon portrait photographique est plus flatteur que les articles qui oscillent, comme souvent, entre demi-vérités et erreurs, allusions perfides et citations tronquées. Mes interrogations deviennent des preuves de mes ambitions. « Ce qu'on prenait pour mon secret n'était que mon hésitation et mon doute », avait pourtant écrit Marguerite Yourcenar ; mais la journaliste n'avait sans doute pas lu les *Mémoires d'Hadrien*.

Je savais que cette enquête en entraînerait d'autres. Comme dit Régis Debray, « un journaliste est quelqu'un qui lit d'autres journalistes ». Quelques jours plus tard, c'est pourtant un collaborateur de Marine Le Pen qui me contacte. Je rencontre cette dernière dans un appartement cossu du VIIe arrondissement de Paris, qui appartient à un de nos amis communs. Après nous avoir accueillis, celui-ci nous abandonne aussitôt. Marine Le Pen boite. Elle s'est blessée à la jambe en jardinant. Elle sort une large pochette épaisse dans laquelle elle glisse nos deux téléphones portables. En riant, elle me confie : « C'est Bayrou qui m'a montré ça, lorsque je l'ai rencontré au sujet de la proportionnelle. » Elle étend sa jambe raide devant le canapé sur lequel elle s'est installée. Elle ouvre la conversation sans préambule : « Je tiens à te dire que je ne ferai jamais de coup bas contre toi. Ce n'est pas mon genre. Je n'irai jamais raconter de saloperie sur toi et ta vie privée. Tu es quand même de ma famille politique. » Je ne sais que dire devant une telle entrée en matière : sincérité ou hypocrisie ? franchise ou auto-accusation ? Je préfère croire en sa sincérité. J'ai depuis longtemps fait mienne la devise du cardinal de Retz : « On est plus souvent trompé par défiance que par confiance. » Et tant pis si parfois je péche par ingénuité. Puis elle enchaîne : « Je sais ce que tu veux faire. Te présenter à la primaire de LR pour devenir leur candidat, mais ils ne te laisseront pas faire. Il y a trop de fric en jeu. »

Je lui rétorque en souriant que telle n'est pas mon intention, même si certains amis me le conseillent. Elle paraît fort étonnée de ma réponse tant elle est sûre de son information. Quelques jours plus tôt, elle a appris qu'un sondage lui donnait 48 % des intentions de vote au second tour face à Emmanuel Macron. Ce chiffre flatteur lui a procuré un bonheur qui irradie son visage, en dépit de la douleur à chaque fois qu'elle remue sa jambe. J'émets des réserves sur la fiabilité des sondages. Je lui rappelle qu'à chaque présidentielle, leurs résultats un an avant l'échéance sont toujours démentis. En 2016, Juppé était donné vainqueur ; en 2011, Strauss-Kahn ; en 2001, Jospin ; en 1994, Balladur. Et je pourrais remonter ainsi jusqu'à de Gaulle !

Ma démonstration l'agace, surtout quand je suggère que le « système » a intérêt à ce qu'elle soit au second tour. Elle me rétorque que « le système n'existe pas ». Elle croit, elle, aux sondages. Surtout quand ils l'arrangent… Elle change de registre. Elle me dit que j'y « perdrai beaucoup », que la vie d'un politique est infernale, elle me dit, sur le ton de la confidence : « Regarde-moi, je suis seule, je n'ai plus de vie personnelle. » Elle m'émeut. Je m'apprête à lui montrer un peu de compassion lorsqu'elle enchaîne : « Je sais que tu me méprises. » Elle n'entend pas mes dénégations. Elle poursuit, sur le ton de la confession : « Moi-même, après mon débat, je ne croyais pas m'en remettre. J'ai vraiment voulu tout arrêter… Tu ne m'as pas épargnée… »

Je peux enfin l'interrompre : « Pardon, mais tu as été lamentable. Tu nous as tous humiliés. Puisqu'on est de la même famille, si ma sœur fait n'importe quoi, je lui dis. » Elle acquiesce à contrecoeur. Elle reprend sans se lasser : « Éric, tu vas faire 3 % et tu ne vas pas m'empêcher d'être au second tour, mais tu m'empêcheras d'arriver en tête. » Je ne relève même pas son incroyable assurance, aux confins de l'arrogance : je préfère rétorquer sur le fond : « Ne pas sortir en tête du premier tour n'a pas empêché Mitterrand de gagner en 1981 et Chirac en 1995. Franchement, je ne crois pas que tu vas gagner. Je pense même que tu es la seule chance pour Macron de gagner. Voter pour toi, c'est voter pour Macron. En tout cas, lui le sait et fait tout pour te faire monter. »

Elle enchaîne, comme si elle ne m'avait pas entendu : « Je crois qu'il ne faut pas cliver. Il faut apaiser les choses. Les gens ont peur. Les Français sont peureux, tu es trop clivant. » Je reconnais volontiers que la question se pose. Mais j'y réponds différemment : « Tu te trompes de période. On n'est plus en 1988. On ne gagne plus au centre. Il y a une attente de fermeté et de conviction. Et même de radicalité. » Elle me fixe au fond des yeux, comme si elle tentait de lire en moi : « Tu es un idéologue. En politique, il faut aimer les gens. » Je lui lance du tac au tac : « J'aime les idées, et je mène la bataille des idées que personne ne mène dans notre camp ; mais je ne suis pas un idéologue, au contraire, je pars toujours des réalités. Et puis, tu crois vraiment que de Gaulle les aimait, les gens ? Il aimait la France oui, pas les Français. Et toi, tu les aimes, les gens ? Franchement, cela ne se voit guère. »

La conversation s'achève sans animosité. Dans un soupir, elle lâche : « Je savais que je ne te convaincrais pas. » Elle se lève avec lenteur, tirant sur sa jambe raide. Elle conclut par un : « Je pars la première. »

Le sujet qu'elle croyait avoir clos reste bel et bien ouvert. Mes doutes et mes interrogations demeurent. Je ne me laisse pas emporter. En revanche, mon constat est désolant : personne ne remplit le

costume. J'ai l'impression qu'aucun politique n'appréhende à sa juste mesure l'enjeu : la mort de la France telle que nous la connaissons. Déjà, la France telle que nous l'avons connue dans les années 1960-1970 a disparu. Il suffit de regarder les films de l'époque pour s'en apercevoir. Le « grand remplacement » n'est ni un mythe ni un complot, mais un processus implacable. Cette question identitaire vitale rend subalternes toutes les autres, même les plus essentielles comme l'école, l'industrie, la protection sociale, la place de la France dans le monde. Je suis certain qu'aucun candidat – même Marine Le Pen – n'osera imposer cette querelle identitaire et civilisationnelle au cœur de la campagne. On parlera de sécurité, de souveraineté, d'indépendance, de relocalisation. Marine Le Pen parle déjà comme Emmanuel Macron qui parle comme Marine Le Pen. Seul Jean-Luc Mélenchon ose évoquer ce sujet, mais pour glorifier l'avenir d'une France métissée, « créolisée », selon son nouveau mot fétiche, emprunté au poète Glissant (et même si les Créoles étaient originellement les Blancs des îles d'Amérique colonisées par la France.) Une créolisation, un métissage, qui ne sont que le cache-sexe d'une opération beaucoup plus simple, « l'islamisation » : l'introduction inexorable de la France, vieille terre chrétienne depuis deux mille ans, dans l'ensemble islamique de l'oumma.

Ce passage qu'a connu l'Empire romain d'Orient il y a mille ans, l'Égypte il y a cinq siècles, l'Anatolie grecque il y a un siècle, le Kosovo il y a quelques décennies. Toute notre histoire récente – immigration, délinquance, terrorisme – s'éclaire à cette lumière historique : le monde est divisé selon les exégètes coraniques en deux camps : le *dar al-islam* et le *dar al-harb* : le camp où l'islam est maître, et celui où il faut porter la guerre. Tout – vols, viols, meurtres –, concourt au grand passage de la France du *dar al-harb* au *dar al-islam*. Quand il sera arrivé à la fin du grand voyage, notre pays connaîtra enfin la paix, la paix dans la soumission, deux mots qui ont la même racine sémantique : *islam*. Mais Marine Le Pen, comme Emmanuel Macron et Jean-Luc Mélenchon, estime que « l'islam n'est pas incompatible avec la République » et que « le grand remplacement n'existe pas ».

Face à un tel enjeu, que valent mes états d'âme, mes hésitations, mes doutes, mes légitimes interrogations ?

Il me faut donc me remettre à l'ouvrage. Il me faut raconter l'histoire de cette radicalisation exterminatrice. Il me faut expliquer que ma prétendue victoire s'avère une défaite en rase campagne. Que les forces (je devrais dire justement « les faiblesses ») suicidaires que j'avais détectées sont plus que jamais à l'œuvre. Me battre encore et toujours. Plus que jamais le dos au mur. J'avais interrompu le fil de ma narration du *Suicide français* à l'année 2005, persuadé que le référendum sur l'Europe, la victoire du « non » puis le mépris qu'avaient manifesté le président Sarkozy et toute la classe politique, de droite comme de gauche, à l'égard du suffrage universel avaient été le dernier clou planté sur le cercueil de la démocratie, de la République, de la France. J'avais une fois encore fait montre d'une ingénuité qui me mettait rétrospectivement le rouge de la honte au visage. Je n'avais encore rien vu. Nous n'avions encore rien vu. La France n'avait encore rien vu. Les quinze années qui allaient suivre allaient dépasser tout ce que j'aurais pu imaginer.

Je ne pouvais pas me contenter de reprendre mon récit là où je l'avais arrêté. J'étais devenu désormais un acteur de cette pièce. Je devais donc à mon tour m'examiner, m'analyser, me livrer. Non par narcissisme, mais par probité et souci d'exhaustivité. Je devais retrouver ce mélange de journalisme et d'analyse politique, idéologique, que j'avais imposé aux autres. Je relisais le maître absolu du genre, Victor Hugo et son célèbre *Choses vues*. Non dans l'espoir vain de l'égaler, mais plus humblement pour en retrouver l'esprit. Alors la phrase d'Alain Peyrefitte me revient en mémoire : « Ce livre est bâti de choses vues, dans l'espoir qu'elles seront peut-être mieux regardées. »

C'est mon tour. Choses vues, choses entendues, choses sues, longtemps tues. Trop longtemps tues.

1. En préface d'un ouvrage intitulé : *Sexualités, identités et corps colonisés*, publié en 2019.

2006

Bouffon médiatique

22 avril 2006

Je partis d'un grand éclat de rire. « Bite génération » ! Dieu que leur titre était bon ! À la fois drôle et politique, ce jeu de mots grivois s'inscrivait dans une tradition française séculaire dont le journal *Libération* avait renouvelé le genre depuis les années 1970. L'article était plus banal et besogneux. La journaliste s'efforçait de me montrer sous les traits ridicules d'un gringalet qui joue au dur, d'un adolescent qui se prend pour un homme, sans se rendre compte qu'elle reprenait ainsi à son compte les stéréotypes virils que la féministe en elle souhaitait dénoncer. J'étais un polémiste qui faisait un « coup médiatique ». Mon ouvrage, un court pamphlet sans intérêt ni talent, était réduit à « quelques phrases provocantes, calibrées pour la renommée de la télé ». Je n'avais pas à l'époque l'habitude d'un semblable traitement. Je ne savais pas encore qu'un écrivain n'accède au statut d'intellectuel que s'il est de gauche, et est ravalé au rang infamant de « polémiste » s'il ose transgresser les règles de la bienséance idéologique.

J'avais jusqu'alors suivi mon petit bonhomme de chemin de journaliste politique, plutôt spécialiste de la partie droite de l'échiquier. J'avais eu mon quart d'heure de gloire warholien quelques années plus tôt, lorsque *Le Monde*, alors dirigé d'une main de fer rouge par Edwy Plenel, avait hissé à sa une mon livre peu amène sur Jacques Chirac, *L'homme qui ne s'aimait pas*. Lors de sa parution en janvier 2002, le patron du *Monde* pensait encore défendre ainsi les intérêts du candidat socialiste Lionel Jospin. Avant que le « voleur » et le « menteur » Chirac ne devînt le dernier rempart de la République menacée par les hordes nazies de Jean-Marie Le Pen…

Mon ouvrage sur le féminisme, ou plus précisément sur la dévirilisation des hommes des sociétés occidentales, m'avait été suggéré par Clara Dupont-Monod, une amie journaliste et éditrice, avec qui j'avais discuté de ce thème lors d'une soirée bien arrosée. Sans savoir que ce petit opuscule culotté allait changer ma vie.

L'article aigrelet de la journaliste de *Libération* ne m'offusqua guère. Tout à ma joie puérile de prendre place dans la cohorte prestigieuse des portraits de dernière page du journal, je laissai aussi le photographe maison m'affubler d'une grotesque mais inquiétante allure d'espion, voire de « collabo ». La vanité est toujours mauvaise conseillère. Avec l'image, qui venait renforcer le texte, l'implacable équation sémantique et idéologique se mettait en place : un homme hétérosexuel blanc est un collabo, voire un nazi. Mon *Premier sexe* en devenait l'expression aboutie. Et j'en étais l'incarnation ridicule et honnie.

Je ne m'en souciais guère. Quelques semaines plus tôt, lors de l'émission du samedi soir de Thierry Ardisson, « Tout le monde en parle », j'avais affronté l'ire de la féministe Clémentine Autin et la fureur de l'acteur Francis Huster. Les beaux yeux bleus de la première me lançaient des flammes et le physique avantageux du second me tournait le dos avec une ostentation cabotine. Seule l'intervention majestueuse du grand écrivain américain Tom Wolfe, vêtu de blanc immaculé, du chapeau aux souliers, me sauva de la condamnation à mort lorsqu'il déclara, aussitôt après s'être assis, que j'avais raison et que l'homme occidental n'était plus un homme. Il parlait évidemment en anglais, et la langue du maître intimida aussitôt les sujets français de l'Empire.

J’avais bataillé vaillamment, argumentant pied à pied, ne lâchant rien, arc-bouté sur mes convictions, ce qui devint sous la plume de la journaliste de *Libération* une « ténacité de roquet accroché au bas des jupes », grâce à laquelle j’étais « le client en or des ardissoneries du samedi ».

Là encore, je ne saisissais ni ne maîtrisais les codes. J’étais un provocateur puisque mon livre avait éveillé la colère légitime des ligues de vertu féministe. Je ne défendais pas sincèrement des certitudes, mais j’avais cyniquement trouvé un moyen habile pour satisfaire « mon hystérique besoin de parler et briller ». À l’époque, on n’employait pas encore ces mots grotesques de « buzz » et de « clash ». Je croyais sauver un éternel masculin qui avait baigné mon enfance et mon adolescence, la littérature et le grand cinéma français jusqu’aux années 1970 ; je n’étais qu’un « croisé de la masculinité ». Suranné, ringard, désuet avocat des valeurs du monde d’avant, misogyne puisque je pointais le féminisme. J’étais un « bouffon médiatique » puisque mes prestations à la télévision suscitaient des audiences flatteuses. L’expression venait bien sûr d’un de mes chers confrères du *Figaro*. Cette férocité confraternelle ne me surprenait guère : Les *Illusions perdues* de Balzac avaient été le livre de chevet de mon adolescence.

J’avais mal choisi mon moment. L’homme blanc occidental, dont j’avais l’outrecuidante nostalgie, n’était pas seulement un odieux « macho », qui avait imposé aux femmes un inique et millénaire patriarcat, exercé des sévices intolérables sur sa progéniture, et moqué et persécuté les homosexuels pendant des siècles sous couvert d’une morale chrétienne hypocrite. Ses crimes, déjà impardonnables, ne s’arrêtaient pas là. En ce 10 mai de cette même année 2006, Jacques Chirac célébrait la première Journée nationale des mémoires de la traite, de l’esclavage et de leur abolition. Le président aurait pu choisir une date historique comme celle de l’abolition de l’esclavage par la Deuxième République, le 27 avril 1848. Il avait préféré commémorer en ce 10 mai le vote, cinq ans plus tôt par le Sénat après l’Assemblée, de la loi Taubira où la France s’était reconnue coupable « d’un crime contre l’humanité ».

L’homme blanc était un esclavagiste. Un affreux trafiquant de « nègres ». Le seul de l’histoire. Certains esprits mal tournés avaient pourtant rappelé que les traites transatlantiques ne tenaient pas la distance historique face à leurs homologues islamiques. D’autres avaient en tête la phrase du grand historien Fernand Braudel : « L’islam est la civilisation esclavagiste par excellence. » Les plus iconoclastes osaient même prétendre que, sans les négriers africains et leurs razzias, les Occidentaux n’auraient rien pu acheter.

Mais tout cela avait été occulté par Christiane Taubira qui avait concentré son exigence de repentance sur les seuls Occidentaux blancs. Interrogée un jour dans les studios de France Culture sur les raisons de cet « oubli », elle avait expliqué sans ambages qu’elle désirait « que l’on permette notamment aux jeunes d’échapper à des catégories qui les enferment : se sentir arabes et porter sur leur dos tout le poids de l’héritage des méfaits que les Arabes ont pu faire ». Le « petit Blanc » du Limousin n’avait pas droit à la même mansuétude…

À la fin de mon *Premier sexe*, je faisais le constat que les seuls jeunes hommes autorisés par les ligues de vertus féministes à s’approprier et conserver les codes honnis de la psyché virile d’antan, étaient les jeunes Noirs et Arabes. Cette remarque avait bien sûr été qualifiée de raciste et xénophobe par tous mes interlocuteurs. À l’époque, les féministes n’avaient pas encore montré leur dilection pour ces jeunes hommes, même lorsqu’ils faisaient une chasse ouverte à la femme blanche, comme à Cologne en 2015. J’avais de l’avance, mais mon avance était coupable. Là encore, là surtout, je n’avais pas compris que ce « deux poids, deux mesures » avait été préparé avec soin par un bombardement idéologique d’envergure. Les jeunes « Blancs » étaient écrasés par la culpabilité du colonisateur esclavagiste, tandis que le jeune Noir ou Arabe s’égayait dans la pampa des femmes blanches, innocent comme un nouveau-né.

Libération m’avait promis, goguenard, « un éphémère coup médiatique ». Quelques semaines plus tard, Laurent Ruquier me proposait de devenir un chroniqueur de l’émission qu’il présenterait à la rentrée 2006. Il reprenait la case du samedi soir puisque « Thierry » (on s’appelle par son prénom dans le monde de la télé), brouillé avec la direction de France Télévisions, avait dû faire ses bagages. Mais tout cela restait en famille. Ardisson et lui partageaient la même productrice, Catherine Barma, qui m’avait découvert et apprécié lors de ma défense houleuse du *Premier sexe*.

Pourtant, Catherine Barma était une féministe revendiquée. Une femme forte, une femme d’affaires, une femme de tête et de chiffres. Elle avait détesté la thèse du *Premier sexe*, mais elle avait goûté la performance de l’auteur. En professionnelle. C’est ce décalage, ce regard distancié entre le fond et la forme, entre le désaccord des opinions et la contiguïté des esprits, pour paraphraser la définition de l’amitié selon Marcel Proust, entre l’opinion et le talent, et, soyons honnête jusqu’au cynisme, entre la rectitude idéologique et la quête intéressée des audiences, donc entre l’idée et l’intérêt, qui était encore autorisé à l’époque à la télévision. L’éphémère allait durer.